

**RELEASE G7**  
**UN MÉCANISME FLEXIBLE POUR LA RÉDUCTION DE LA DETTE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**  
**UNE INITIATIVE POUR RELANCER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE**

*Une proposition gagnante pour la communauté internationale  
et une parfaite corrélation avec le Plan Mattei pour l'Afrique*

**Introduction**

La coopération pour le développement durable continue à avoir des difficultés de financement, après la pandémie de Covid 19 et après avoir subi les effets des guerres et des dépenses militaires dans le monde entier. Le soutien aux investissements, si indispensable au développement, aussi à travers les allocations d'APD avec des instruments combiné (*blending*), peut être relancé en conformité avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) à initiative de la Présidence italienne du G7 en 2024 et en rapport avec la mise en œuvre du Plan Mattei. Cette initiative se situe en continuité avec le leadership de l'Italie au sein du G20 en 2021, par rapport à l'extension de la suspension des paiements des pays endettés.

Cette année, conformément aux objectifs du Plan Mattei présenté à la fin du mois de janvier aux dirigeants africains par le Premier Ministre Giorgia Meloni, la promotion des investissements, en particulier dans les pays en développement à fort potentiel démographique comme l'Afrique, peut stimuler la croissance économique, favoriser le commerce mondial et créer sur grande échelle des emplois décents et durables pour les jeunes dont le continent est riche.

À moins de sept ans du délai fixé pour la réalisation de ODD, les pays du G7 peuvent contribuer à l'avancement de l'Agenda 2030 en promouvant et en facilitant de manière crédible et concrète la mise en œuvre des objectifs de durabilité proposés par les Nations Unies, conformément aux Accords de Paris sur le climat, non seulement dans leurs propres pays, mais aussi dans les pays en développement.

Le leadership des pays du G7 doivent être en mesure de engager non seulement les autres pays de l'OCDE, mais aussi les pays du G20, les BRICS et les pays du Golfe.

Les pays les plus vulnérables, sujets à une aggravation des limitations structurelles liées à la pauvreté et au sous-développement, ont également été confrontés à des pressions économiques supplémentaires dues à la pandémie et ils subissent de plus en plus les effets négatifs du changement climatique. Dans telles situations, une combinaison de réduction partielle de la dette et de relance de l'investissement sera nécessaire pour éviter des insolvabilités généralisées et pour promouvoir une croissance économique durable et la réalisation des ODD.

Les progrès inégaux en matière de développement laissent les plus pauvres à la traîne, exacerbent les inégalités et alimentent la polarisation politique à l'échelle mondiale. Il en résulte une dangereuse impasse à laquelle il faut remédier d'urgence par une action collective. Tel est l'avertissement du Rapport mondial sur le développement humain 2023/2024 du PNUD (mars 2024), qui révèle que les progrès dans le redressement de l'indice de développement humain (IDH) mondial, après les fortes baisses enregistrées en 2020 et 2021 en raison de la pandémie, ont été partiels, incomplets et inégaux. Les pays riches connaissent des niveaux de développement humain record, tandis que la moitié des pays les plus pauvres du monde restent en-deçà des niveaux de progrès d'avant la crise.

Cependant, comme l'a fait valoir le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), "... **tout allègement de la dette devrait s'inscrire dans une stratégie plus large qui prend en compte les besoins d'investissement des ODD**. L'évaluation de l'allègement requis devrait prendre en compte les déficits de financement à moyen terme des ODD (plutôt que les seules contraintes de liquidité à court terme) et éclairer les stratégies de financement globales visant à les combler, par exemple dans le contexte des cadres de financement intégrés".

Les pays du G7 et du G20 pourraient jouer un rôle clé dans la réalisation de ces objectifs, en ce moments encore plus urgents. Suivant les indications du G7, le G20 a annoncé en avril 2020 une initiative de suspension du service de la dette (l'ISDD) et a accepté de faciliter la suspension de la dette pour les pays en développement à faible revenu (40 pays en Afrique subsaharienne) éligibles à l'aide de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. "Tous les créanciers bilatéraux officiels", lit-on dans la note publiée en marge de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales - participeront à l'initiative".

Nous devons maintenant poursuivre sur la même voie que celle entamée en 2020, mais en passant de la suspension des paiements à une stratégie qui correspond aux ambitions du plan Mattei et (pour l'UE) du Global Gateway.

L'initiative **RELEASE G7** est une proposition de conversion flexible, totale ou partiel, de la dette souveraine garantie, publique et privée, sur la base de lignes directrices qui peuvent être définies par un groupe de travail spécifique du G7 Développement et approuvées par le sommet du G7 en 2024, dans l'espoir de devenir une initiative conjointe du G7 et du G20. Dans l'esprit de flexibilité de RELEASE G7, dans le cas de certains pays particulièrement fragiles, très endettés, dont le niveau d'endettement est insoutenable, une annulation totale ou partielle de la dette reste l'option la plus souhaitable.

## Contexte

Au début du nouveau siècle, la remise de la dette pour environ 100 milliards de dollars a montré que la seule annulation de la dette ne suffit pas à ouvrir la voie à la stabilité économique et aux investissements durables. Il est nécessaire d'agir à l'intérieur des pays en se concentrant sur les investissements durables et à l'extérieur en renégociant le financement public au suci de la durabilité. Souvent, la dette publique contractée pour soutenir ou encourager le développement économique et productif d'un pays peut devenir, par les effets qu'elle produit (ou leur absence), un facteur qui endommage le tissu social. La remise de la dette est aussi une question extrêmement importante pour la sécurité et pour éviter de déstabiliser davantage la fracture Nord-Sud.

La composition de la dette souveraine a changé dans de nombreux pays en développement. Actuellement, la dette publique et la dette privée ont atteint des niveaux record, avec la dette privée qui a augmenté rapidement dans les marchés émergents depuis la crise de 2008. En outre, alors que la dette publique reste la part la plus importante de la dette extérieure de la plupart des pays en développement à faible revenu éligibles à l'IDA (les mêmes que ceux éligibles au moratoire sur la dette bilatérale du G20), le crédit commercial a plus que triplé entre 2010 et 2019, passant de 5 à 17,5%.<sup>1</sup> Cela a permis d'accroître le financement commercial, en fournissant les ressources nécessaires à court terme, et en causant en même temps une augmentation des coûts du service de la dette, des taux d'intérêt, des taux de change et des risques de refinancement.

---

<sup>1</sup> L'augmentation a été particulièrement prononcée dans les "économies frontalières" (pays à faible revenu et pays les moins avancés qui émettent des obligations internationales). Trente-huit pour cent de la dette publique extérieure de ces pays est due à des créanciers privés, dont 32 % en obligations. Source: UN-DESA 2020, *Responding to COVID-19 and Recovering Better, Policy Brief series, Spring/Summer 2020*.

L'initiative du G20 (DSSI) pour 76 pays en développement à faible revenu en 2020 a répondu au besoin immédiat de liquidités des gouvernements des pays débiteurs en ne déplaçant que temporairement le problème. En effet, les pays débiteurs en 2021 étaient déjà confrontés à une grave crise de la dette et leur risque avait déjà augmenté. La dette publique brute de la quasi-totalité des pays à faible et moyen revenu se compose principalement de la dette extérieure, qui a atteint 55,7% du PIB en 2020. L'IIF, l'Institut de la finance internationale, a estimé qu'au cours du seul mois de mars 2020, 83 milliards de dollars de capitaux ont quitté les marchés émergents en raison d'une plus grande aversion au risque de la part des investisseurs. Entre le 1er mai et la fin de l'année 2020, les dettes bilatérales liées au service de la dette des pays éligibles au DSSI s'élèvent à environ 11 milliards de dollars, les dettes multilatérales à 7 milliards de dollars et les dettes envers les créanciers privés à 13 milliards de dollars pour les seuls 8 mois de l'année 2020. Certains pays sont déjà en défaut de paiement et d'autres le seront dans un avenir proche.

Puisque le moratoire n'est pas suffisant pour de nombreux pays extrêmement endettés, la remise de la dette par tous les créanciers et une action plus concertée de la communauté internationale devront inclure un examen de la durabilité de la dette, en particulier pour faire face aux effets négatifs croissants du changement climatique et pour créer un espace pour les investissements ciblés aux ODD.

Sans investissement, il ne peut y avoir de développement économique, de revenus fiscaux et de remboursement de la dette.

### L'initiative RELEASE G7

L'initiative du G7 RELEASE envisage une **réduction totale ou partielle de la dette avec la création par le pays débiteur d'un fonds de contrepartie en monnaie locale, destiné au développement durable - Fond ODD – nominale équivalent à la valeur de la réduction nette du capital** (les intérêts futurs seraient automatiquement annulés).

RELEASE G7 pourrait être la proposition gagnante pour la communauté internationale afin de trouver un accord à long terme pour la réduction permanente du fardeau de la dette, débloquant ainsi des financements pour le développement. RELEASE G7 est un processus de restructuration systématique et durable de la dette souveraine des pays les plus fragiles et les plus endettés, lié aux investissements des ODD, avec des indicateurs d'impact quantitatifs basés sur les objectifs des ODD.

Le pays endetté réduit ses dépenses publiques pour le service de la dette en échange d'un **engagement institutionnel et politique d'investir le montant équivalent en monnaie locale dans son économie, selon un calendrier convenu.**

Les avantages de la conversion des dettes en fonds d'investissement sont clairement compréhensibles: ils renforcent la propriété (*ownership*) du pays concerné; ils exigent une responsabilité totale dans la gestion des fonds, contribuant ainsi au renforcement de la capacité administrative du pays; ils convainquent plus facilement les créanciers de renforcer les relations avec ce pays.

L'initiative aurait un grand impact au niveau politique international, en tant qu'étape cruciale dans la mise en œuvre des engagements de "financement du développement", et au niveau de la programmation et des opérations dans le domaine de la coopération internationale, pour une restructuration de la dette équitable, régulière, rapide et effective, et que donne aux pays la possibilité d'investir dans l'ODD, comme envisagé dans le plan d'action de l'agenda d'Addis-Abeba.

Les pays du G7 et du G20 pourraient bénéficier, sur le plan politique et opérationnel, de la proposition d'une action combinée de réduction conditionnelle de la dette des pays en développement en faveur d'une combinaison d'investissements durables et stratégiques du secteur privé. Une croissance durable et équilibrée est une condition préalable à la durabilité future et à la réduction de la

dépendance des financements étrangers.

Le fonds ODD généré par l'initiative RELEASE G7 dans le pays X peut générer des fonds de contrepartie détenus et gérés localement pour compléter les investissements étrangers directs tels que ceux du plan Mattei de l'Italie ou, à plus grande échelle, ceux du Global Gateway de l'Union européenne ou d'autres programmes d'investissement multilatéraux.

L'impact de la proposition est indéniable. Il suffit de considérer que 64 pays dans le monde (34 en Afrique subsaharienne) dépensent plus pour le remboursement de la dette publique que pour la santé.

La conversion de la dette pourrait et devrait s'accompagner à l'adaptation de l'aide au développement par le biais d'instruments combinés (*blending*) afin de créer des emplois décents et d'atteindre des niveaux de durabilité plus élevés. Les pays qui adhèrent à l'initiative RELEASE G7 auront la possibilité de mobiliser des fonds provenant d'autres sources que l'APD, qui reste un instrument essentiel, principalement pour les PMA, et qui ne doit donc pas être réduit. Les conditions liées au financement doivent être simples, transparentes et faciles à contrôler par toutes les institutions concernées. Le partenaire idéal dans l'UE sera le Plan européen pour l'investissement extérieur, dont l'instrument financier est le Fonds européen pour le développement durable au sein du Global Gateway, qui vise à réduire les risques pour les investisseurs et à co-investir avec les fonds ODD générés par l'initiative RELEASE G7.

Pour que cette initiative soit acceptable et durable, il faut s'adresser à l'opinion publique et aux décideurs politiques des **pays créanciers**, ainsi qu'aux institutions financières concernées (qui appartiennent en grande partie aux mêmes pays). Nous devons également impliquer les **pays débiteurs** afin qu'ils prévoient que les sorties de fonds, même si elles ne sont pas destinées à être remboursées aux pays créanciers, soient mobilisées (à partir du budget général) **dans un fonds national pour le développement durable**, afin de promouvoir et de soutenir les investissements pour le développement durable et la réalisation des ODD, en impliquant entre autres les acteurs du pays créancier initial. RELEASE G7 doit être en mesure de démontrer qu'il peut générer des avantages mutuels pour tous les participants.

La conversion de la dette doit être progressive afin d'augmenter l'effet de levier et l'impact à terme, en accord avec l'élaboration des politiques du pays. Une conversion plus importante et plus profonde peut être envisagée sur la base de l'utilisation des fonds dans les différents pays. Une approche progressive permet de modifier la stratégie de développement et d'influencer les créanciers. De plus, en cas de mauvaise gouvernance des fonds, la conversion de la dette pourrait également être suspendue.

**L'élargissement de la disponibilité des Droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI** est un autre élément de l'initiative RELEASE G7. L'une des fonctions des DTS est de permettre aux États les plus fragiles d'accéder à des liquidités en devise étrangère, sans avoir à vendre leurs réserves (ce qui implique presque toujours une dévaluation de la monnaie conduisant à une inflation importée). Le FMI est chargé de promouvoir activement cette expansion auprès de ses membres, qui sont plus nombreux que le G7 et le G20. Cette expansion doit être particulièrement orientée vers l'Afrique.

Dans cette perspective, dans le cadre de l'initiative RELEASE G7, les pays créanciers pourraient augmenter leur financement du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance (durable)<sup>2</sup> du FMI; ce fonds, lié aux fonds ODD dans le cadre de l'initiative RELEASE G7 pays par pays, contribuera à combler le déficit d'investissement et la prise de risque qui en découle pour une croissance durable. Une partie de l'initiative RELEASE G7 consistera à engager fortement les acteurs privés, conviés par les leaders du G7 et du G20, à travers les différentes plateformes de l'ONU ou

---

<sup>2</sup> On pourrait également proposer ici de changer son nom en ajoutant "durable".

d'autres acteurs intéressés à promouvoir le dialogue sur la dette privée.

Il est nécessaire éviter que les créanciers privés profitent du moratoire et de l'annulation de la dette, en empêchant que les ressources provenant de la suspension du paiement de la dette aux entités publiques ne soient utilisées pour le remboursement au privés. Il est donc nécessaire que le G7 et le G20, par le biais du B7 (entreprises), fassent le plaidoyer nécessaire et favorisent les accords avec les débiteurs pour stimuler efficacement le secteur privé, en identifiant des références significatives telles que le *World Business Council for Sustainable Development*, le Forum économique mondial et d'autres à cette fin.

RELEASE G7 requiert également l'implication du G20, des IFI du Club de Paris (le groupe informel des institutions financières créancières) et d'un grand nombre d'investisseurs privés avec le soutien du B20 (secteur financier) pour le secteur privé, ainsi que du FMI et de la Banque mondiale. L'UE, en tant que membre à plein titre du G20, pourrait être un allié fort pour les dirigeants italiens du G7, avec la force de la BEI, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et des institutions européennes de financement du développement (IEFD) dans le soutien à RELEASE G7.

Dans la campagne de plaidoyer et soutien à RELEASE G7, la participation d'intellectuels, scientifiques, de maîtres spirituels, de titulaires du prix Nobel de la paix et de l'économie, de personnalités d'importance mondiale dans la culture, l'économie et la finance, ainsi que de leaders religieux (le Saint-Père s'est déjà exprimé très clairement à ce sujet) est souhaitable. La voix des organisations de la société civile mondiale sera également essentielle.

L'Italie, en tant que pont naturel entre l'Europe et l'Afrique et en outre en tant que promoteur du Plan Mattei, peut et doit assumer le rôle de leader, et la présidence italienne du G7 en 2024 pourrait représenter une opportunité pour soutenir et promouvoir cette initiative..

### **Projet de proposition opérationnelle : un scénario pour une approche pratique**

Il est nécessaire d'organiser des actions de plaidoyer à travers des événements pour engager les leaders institutionnels avant la réunion ministérielle du G7 sur le développement et le sommet du G7. La version finale de RELEASE G7 devra être renforcée par une analyse financière des mesures en jeu, avec l'aide des chiffres et de l'expertise de la branche financière des Sherpas du G7 (MEF et DFI pour l'Italie comme Group CDP) et soutenue par le plaidoyer des leaders, des OSC et des promoteurs pour soutenir les propositions opérationnelles de coopération au développement. Les institutions financières régionales et internationales devraient être pleinement impliquées dans l'initiative RELEASE G7 par le Vice-Ministre de la coopération au développement et par les responsables du MEF et de CDP.

La proposition devrait être accueillie par les experts de la structure de mission pour le plan Mattei, car les fonds peuvent compléter les investissements conformément à ce plan, en vue de l'examen des scénarios de finances publiques pour parvenir à des recommandations de réduction progressive, avec des mécanismes d'incitation pour élaborer des scénarios pays par pays.

Il faudra une matrice de la situation de la dette des pays africains par les différents membres créanciers du G20 et leurs banques privées, basée sur des données financières et macroéconomiques, ainsi que sur les indices de pauvreté des Nations unies pour les pays les moins avancés (PMA), les pays enclavés, les petits États insulaires en développement (PEID), etc. Le modèle dette/investissement ODD sera ensuite comparé à des indicateurs économiques et à des critères de référence. Les incitations peuvent être liées aux contributions nationales déterminées par des accords sur les émissions ou la protection de la biodiversité ou d'autres accords internationaux conformes aux ODD.

Des mécanismes de contrôle devraient être mis en place sur la manière dont chaque pays utilise la conversion de la dette. Le commerce et l'achat d'armes, ainsi que les violations des droits de l'homme,

devraient être considérés comme un obstacle à la remise de la dette, tandis que l'engagement de réaliser une plus grande résilience et neutralité climatique liée aux crédits de carbone et de biodiversité constituera une incitation à renforcer la teneur de RELEASE G7.

Il sera alors possible de présenter différents scénarios en vue de la décision politique préliminaire que le G7 est chargé de prononcer.

À partir de ces considérations, un premier projet de **lignes directrices de Release G7** peut être élaboré pour être discuté par le groupe de travail spécial du G7. Une fois approuvées, elles constitueront la base des négociations bilatérales au sein des groupes conjoints G7-G20. À la demande des parties, le cas échéant, le FMI, la Banque mondiale, les Nations unies et les présidences actuelle et future du G7 et du G20 pourront participer aux négociations.

### **Les négociations bilatérales pourraient comporter quelques actions importantes**

1. Discussion et accord entre le débiteur et le créancier sur une réduction partielle ou totale de la dette avec la création par le pays débiteur du Fonds de contrepartie de l'ODD en monnaie locale.
2. Au niveau de chaque pays, toutes les ressources récupérées auprès des pays du G7 et du G20, de FMI, de la Banque mondiale et d'autres IFI seront canalisées vers un fonds de contrepartie pour les ODD géré par le gouvernement du pays concerné. Les objectifs du Fonds devraient normalement être reliés à la réalisation d'investissements et de co-investissements (par exemple avec le Plan Mattei, le Global Gateway ou des initiatives similaires) en monnaie locale, conformément aux ODD. Ces investissements doivent être cohérents avec les plans de développement du pays, l'Agenda 2063 de l'Union africaine, etc. et avoir des impacts quantitatifs indicatifs en termes d'ODD. Ces investissements (dans de nombreux cas déjà identifiés et planifiés par des études de faisabilité) peuvent être cofinancés par le Fonds, ou ce dernier peut être utilisé comme garantie pour mobiliser d'autres fonds ou investisseurs, principalement pour des investissements privés et avec l'objectif principal de créer des emplois décents.

Le Fonds ODD, géré au niveau gouvernemental sous la supervision du ministre des Finances du pays d'opération, sera doté d'un mécanisme de surveillance et de contrôle bien défini afin d'assurer la transparence et la responsabilité (*accountability*). Le Ministre sera assisté d'un comité de consultation spécifique (ou des plateformes de consultation existantes pour le plan de développement national et des structures similaires) incluant des délégations intergouvernementales et des représentants nationaux d'organisations de la société civile (OSC).

La gouvernance est variable et peut être négociée sur la base des pratiques actuelles et en accord avec les pays créanciers qui, d'une manière ou d'une autre, détiennent une participation minoritaire dans le Fonds. Il sera important de maintenir un équilibre entre la responsabilité et l'efficacité, mais l'appropriation nationale restera cruciale. Les structures du G7 et du G20, assistées par des fonctionnaires de l'OCDE, pourraient fournir des lignes directrices en matière de gouvernance à adapter cas par cas, en tenant compte du nombre de pays créanciers participants.

Le contrôle et la précision des critères d'orientation pour l'utilisation des Fonds seront particulièrement importants, étant donné la nécessité de rétablir la discipline et le bon usage de la conversion de la dette, car un endettement élevé affecte souvent des pays dont les dirigeants ont besoin de gagner la confiance et la crédibilité. Les créanciers pourraient être motivés par l'idée de convertir ce qui n'est plus récupérable en fonds qui pourraient constituer un pas en avant vers la durabilité d'un pays donné, avec la garantie d'un certain degré de contrôle et de participation du secteur privé national.

Pour l'Union Africaine, pourrait également prévoir, avec des contributions de différents pays, un Fond continental de l'Union africaine pour les ODD, qui servirait de levier et de garantie de risque pour les

investissements transfrontaliers et continentaux. La dimension continentale est importante en Afrique, comme en Europe, et l'Agenda 2063 de l'UA est un point de référence important.

3. Les résultats de l'initiative RELEASE G7 et des Fonds ODD dans les différents pays participants seront présentés à chaque réunion du G7 et du G20.
4. RELEASE G7 peut également servir de modèle à d'autres plateformes internationales et initiatives concernant le développement durable.
5. Avec des protocoles d'accord parallèles, les pays créanciers sont invités à établir une nouvelle génération d'accords de coopération pour des investissements productifs inclusifs et durables qui s'éloignent des approches colonialistes et paternalistes du passé et incluent nécessairement les entreprises privées locales.